

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Sarkozy, la TVA, la compétitivité et l'Allemagne

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 7 mars 2012

Démocratie & Socialisme

Cet article est paru dans le numéro de mars de la revue *Démocratie & Socialisme*. Il a été réactualisé pour ce numéro de la lettre de D&S.

Sarkozy ne veut pas entendre parler du mot TVA sociale. Il affirme que cela n'a aucun sens, ce qui est vrai. Il dit n'avoir jamais employé ce terme, ce qui est faux. Il l'avait notamment employé lors de son discours d'orientation générale aux parlementaires, le 20 juin 2007. Appelons donc ce projet si mal venu « TVA Sarkozy ».

La TVA Sarkozy

La TVA augmentera de 1,6 point (de 19,6 % à 20,2 %). En contrepartie les cotisations patronales finançant les allocations familiales baisseront de 5,3 points.

Selon Nicolas Sarkozy, non seulement les prix n'augmenteraient pas, comme l'aurait montré l'expérience allemande de 2007, mais la protection sociale serait toujours financée, les entreprises françaises exportatrices verraient leur compétitivité s'accroître et les consommateurs français de produits étrangers participeraient au financement de la protection sociale en France et non les consommateurs français de produits français.

Un vrai conte de fée, si ce n'est que chacune de ces affirmations est fausse.

Les prix n'augmenteraient pas

Les 2/3 des habitants de notre pays estiment le contraire. Ce qui en dit long sur leur confiance en Sarkozy. Cette mesure est clairement comprise pour ce qu'elle est : un cadeau de 13 milliards au Medef et payé par les salariés, les retraités, les chômeurs, un 3ème plan de rigueur que Sarkozy n'ose pas avouer, de la même importance que les deux précédents (8 et 12 milliards d'euros).

Selon l'INSEE, l'augmentation de 16 % à 19 % du taux de la TVA en Allemagne, en 2007, s'était traduite par une augmentation des prix de 2,6 %.

Nous avons d'ailleurs encore bien présent, le souvenir de la baisse du taux de la TVA sur la restauration de 19,6 % à 5,5 % (ramenée à 7 % en 2012). Cette baisse devait entraîner la baisse des prix et l'embauche de salariés. A de très rares exceptions près, les prix n'ont pas diminué, les embauches n'ont pas eu lieu. Les restaurateurs se sont contentés d'empocher la différence. Qui peut penser qu'il en ira différemment avec la hausse de la TVA ? Les entreprises augmenteront leurs prix et empocheront la baisse de leurs cotisations sociales.

Sarkozy lui-même ne croit d'ailleurs pas ce qu'il affirme.

Pourquoi, autrement, ferait-il voter cette mesure en février pour ne l'appliquer qu'en octobre ? Parce qu'il a peur que l'on puisse vérifier la réalité de l'augmentation des prix ?

Pourquoi aurait-il affirmé, lors de son intervention du 29 janvier, que les consommateurs anticiperaient dès maintenant la hausse des prix qu'entraînerait cette mesure et que cela relancerait la consommation ?

La protection sociale serait toujours financée

Rien n'est moins sûr. Les cotisations sociales patronales sont obligatoirement affectées au financement des prestations familiales. Il n'en irait pas du tout de même de la TVA qui n'est pas une ressource affectée au financement des prestations sociales et qu'un vote du Parlement pourrait, demain, affecter (par exemple) au remboursement de la dette publique.

Les entreprises françaises verraient leur compétitivité accrue et ne délocaliseraient pas

Il faudrait pour cela que les prix n'augmentent pas et que les entreprises ne décident pas, avant tout, d'augmenter leurs marges bénéficiaires.

Les entreprises qui n'exportent pas (la grande majorité) bénéficieraient, elles-aussi, de ces mesures. Ce serait, en particulier, le cas de la grande distribution qui ne subit pourtant aucune concurrence internationale liée au coût du travail puisque les entreprises étrangères présentes sur le territoire français sont soumises au paiement des mêmes cotisations sociales que les entreprises françaises.

La TVA Sarkozy ferait participer les consommateurs français de produits étrangers au financement de la protection sociale en France

Cela suppose que les gouvernements étrangers ne comprennent rien à ce que trame Sarkozy et ne décident pas, par mesure de rétorsion, d'augmenter leurs propres taux de TVA pour faire payer leur propre protection sociale aux consommateurs de produits français dans leurs pays respectifs.

En l'absence d'harmonisation sociale européenne, Sarkozy prend le risque de déclencher une nouvelle guerre fiscale et des augmentations en chaîne des taux de TVA dans toute l'Union européenne.

Ce que Sarkozy passe sous silence

La TVA est l'impôt le plus injuste qui soit

C'est un impôt proportionnel et non progressif, à la différence de l'impôt sur le revenu : un PDG à 200 000 euro par mois et un salarié à temps partiel à 800 euros subissent le même taux d'impositions.

Pour le CES, l'effort demandé par le paiement de la TVA est de 8,1 % de leurs revenus pour les 10 % les plus pauvres, de 3,4 % seulement pour les 10 % les plus riches. Cela se comprend aisément : plus on est riche plus on épargne, moins on consomme en proportion de ses revenus ; plus on est pauvre, plus la part de son revenu dépensé pour boucler les fins de mois est importante.

En pleine période de récession comme aujourd'hui, c'est une absurdité économique

L'économie française est en récession avant tout parce que la consommation stagne sous le coup de la hausse du chômage, de la stagnation des salaires et des prestations sociales. Augmenter la TVA, c'est augmenter les prix, diminuer encore la consommation, accroître encore la récession et augmenter le nombre de chômeurs... Un cercle

vicieux.

Sarkozy et la compétitivité des entreprises françaises

Pour Nicolas Sarkozy, cette compétitivité se limite à la compétitivité par les prix. Et dans la compétitivité par les prix il ne prend en compte que le coût du travail.

Sarkozy oublie le coût du capital

Dans le prix d'un produit, il n'y a pas que le prix du travail, il y a également le coût du capital que, curieusement, Sarkozy passe sous silence.

Entre 1983 et 2011, le total des dividendes versés par les sociétés françaises à leurs actionnaires est passé de 3,2 % à 9,3 % du PIB. Une augmentation de 6,1 points, c'est-à-dire de 122 milliards pour la seule année 2011. En 1983, les salariés travaillaient 2 semaines par an pour payer les dividendes des actionnaires ; aujourd'hui, ils doivent travailler 6 semaines par an.

Si le but des entreprises étaient vraiment la compétitivité, il ne leur serait pas difficile de diminuer le montant des dividendes versés à leurs actionnaires pour diminuer leurs prix. Si elles ne le font pas c'est justement parce que leur véritable objectif est d'augmenter leurs profits et avant tout le montant des dividendes distribués. Ils veulent bien d'une compétitivité accrue si elle passe par la baisse des salaires mais surtout pas par la baisse des dividendes.

Sarkozy ment lorsqu'il affirme que les salaires français sont supérieurs aux salaires allemands

Pour l'INSEE, les salaires français (cotisations sociales incluses) dans l'industrie sont légèrement inférieurs aux salaires allemands dans l'industrie. Les salaires français ne sont donc pas un handicap dans leur concurrence avec les entreprises allemandes.

D'autant que, contrairement à ce que clame la droite, pour l'Insee et son homologue allemand, Destatis, les salaires moyens ont progressé à peu près au même rythme dans les deux pays entre 2006 et 2010 : + 11,9 % pour les salaires allemands et + 13,1 % en France.

D'autant que la raréfaction des salariés jeunes (liée au taux de fécondité très bas en Allemagne) va de plus en plus peser sur les salaires allemands qui auront donc tendance à augmenter plus rapidement que les salaires français dans les années à venir.

Les prix ne sont pas les seuls facteurs de compétitivité

Si l'Allemagne est plus compétitive que la France, alors que les salaires allemands sont légèrement plus élevés que les salaires français c'est parce que le tissu industriel allemand est autrement plus dense, que l'Allemagne est spécialisée dans la production de biens de production et que les dépenses de « recherche et développement » consenties par les entreprises allemandes sont le double de celle des entreprises françaises : 80 milliards d'euros contre 40, en 2010.

Sarkozy et le modèle allemand

Le modèle anglo-saxon ayant pris un sacré coup dans l'aile avec la crise de 2007-2008, Sarkozy qui avait pourtant porté ce modèle aux nues, c'est dépêché d'en trouver un autre. C'est l'Allemagne qui s'y colle désormais. Le 29 janvier, Sarkozy ne jurait que par elle.

Les points positifs du « modèle allemand », selon la droite

La croissance : en 2010, elle augmentait de 3,6 % contre seulement 1,6 % en France.

Les exportations : en 2010, l'excédent commercial allemand s'élevait à 141 milliards d'euros ; la même année, la France affichait un déficit de 46 milliards d'euros.

Le chômage : 6,5 % de la population active en 2011 en Allemagne contre 9,7 % en France.

Les points négatifs de ce « modèle »

Au cours des 5 dernières années, les profits ont gagné 85 milliards d'euros annuels au détriment des salaires dans la répartition de la richesse nationale.

Les emplois précaires à 400 euros par mois se sont multipliés. Le taux de pauvreté est passé de 10 % à 15,5 % de 2000 à 2009.

L'évolution démographique de l'Allemagne explique en grande partie son taux de chômage. C'est particulièrement vrai pour le taux de chômage des jeunes : s'il y a en Allemagne un taux de chômage des jeunes moins élevé qu'en France, c'est avant tout parce qu'il y a moins de jeunes en Allemagne qu'en France, en proportion de la population totale. Il n'est pas vraiment certain que cela soit, à terme, un facteur de dynamisme économique.

Ce modèle est extrêmement fragile

L'Allemagne réalise les 2/3 de ses exportations dans l'Union européenne. Elle y réalise 83 % de ses excédents. Tout changement de la conjoncture économique en Europe affecte donc aussitôt l'économie allemande.

C'est ce qui s'était passé en 2009, lorsque le PIB allemand avait diminué de 4,7 % contre 2,6 % en France. Mais Sarkozy doit avoir la mémoire courte.

C'est ce qui arrive de nouveau aujourd'hui puisqu'au dernier trimestre 2011, le taux de croissance de l'Allemagne diminuait de 0,25 % et que la récession européenne s'étend aussi à l'Allemagne.

Comment pourrait-il en être autrement ? Si la consommation diminue en France, en Italie, en Espagne, en Irlande, au Portugal, au Royaume-Uni, c'est la demande des entreprises exportatrices allemandes qui diminue. Et comme l'Allemagne, en imposant (en particulier entre 2000 et 2005) la stagnation des salaires allemands pour pouvoir exporter, a du même coup réduit sa demande intérieure, elle subit de plein fouet la récession européenne.

27 « Allemagne » dans l'Union européenne ?

C'est la perspective absurde que proposent Merkel et Sarkozy à chacun des pays de l'Union européenne, avec leur « pacte budgétaire » et leur « règle d'or ».

Mais dans un espace économique où les $\frac{3}{4}$ des exportations de chaque pays se font en direction d'un autre pays européens, cela n'a aucun sens. Toute part de marché gagnée par un pays de l'UE est forcément perdue par un autre. Si l'Allemagne a un excédent commercial c'est parce que les pays du sud de l'UE ont un déficit.

La quête de compétitivité trouve donc rapidement ses limites. Vouloir bâtir l'Union européenne sur cette dimension aux dépens de la coopération entre pays européens est une impasse.

Quant à vouloir exporter hors de la zone euro, il faudrait peut-être pour cela que la Banque Centrale Européenne change de politique et n'ait plus pour seul horizon l' « euro cher ». Entre 2002 et 2011, la valeur de l'euro a augmenté de 44 % par rapport à celle du dollar qui est la monnaie dans laquelle se paient toutes les transactions internationales hors de la zone euro. La baisse des cotisations patronales que veut nous imposer Sarkozy ne représenterait que 0,4 % de baisse du prix d'un produit (si les entreprises daignaient baisser leurs prix et ne se contentaient pas d'augmenter leurs marges bénéficiaires). Rien à voir avec cette augmentation de 44 % du prix d'un produit exporté hors de la zone euro.

Sarkozy affirme qu'il n'est pas responsable de la crise économique actuelle

Les relations de Sarkozy à la crise sont pour le moins contradictoires.

Il nie son existence lorsqu'il s'agit d'expliquer la fulgurante croissance de la dette publique après 2007. Pour lui il n'y a qu'une seule explication, celle qu'il tire du catéchisme libéral : « l'État dépense trop depuis 30 ans ».

Par contre, il se réfugie derrière cette crise lorsqu'il s'agit d'expliquer la baisse du pouvoir d'achat, la multiplication du nombre de chômeurs et de travailleurs pauvres. Il affirme alors que puisque cette crise est mondiale, il n'y est pour rien.

C'est un pur mensonge. La crise frappe avant tout l'Union européenne et son origine n'est pas très difficile à trouver : la généralisation des plans d'austérité qui a généralisé la récession à toute l'Europe. Et la généralisation des plans d'austérité a été infligée aux pays de l'Union européenne par les dirigeants européens dont les deux chefs de file sont bien Merkel et Sarkozy, les deux inséparables.

Jean-Jacques Chavigné